Mory-Ducros : l’horreur capitaliste continue ! Une seule solution : tou-te-s ensemble contre les licenciements !

Le plan de licenciements chez Mory-Ducros est le plus grave depuis celui de PSA l’an dernier. Il illustre toute la brutalité du capitalisme financier et transnational qui sévit dans les grands secteurs clés de l'industrie et des services. Les salarié-e-s de Mory-Ducros sont en train de payer très cher les manigances capitalistes par un plan social terrible, avec un effectif de travailleurs/ses licencié-e-s dépassant les 3000 (48 fermetures d’agences locales) et avec toute l'horreur que le patronat impose lorsqu'il se sent servi docilement par ses laquais zélés du gouvernement.

Historique de l'entreprise et de ses plans sociaux

Jusqu'à 2011, Mory Group est une société française spécialisée dans la logistique, la messagerie, l’express, le transport routier et maritime. Leader français dans les services de transport de marchandises et de logistique, elle emploie 6 700 salarié-e-s, compte 23 filiales à l’étranger et gère 12 millions d’envois par an en national et 1 350 000 à l’international. Deux siècles après ses débuts en 1804, MORY est présent dans 14 pays dont la Chine, Dubaï, le Kazakhstan, les pays du Maghreb et les pays de l’Est, réalisant un chiffre d’affaires en 2007 d’un milliard d’euros, dont 30 % à l’international.

Cependant, l'entreprise est placée en redressement judiciaire le 27 juin 2011 et, le 30 septembre 2011, le tribunal de commerce de Bobigny rend le verdict suivant, avec une première charrette de licenciements :

- **Reprise de Mory Team** par le fonds d'investissement Caravelle. Caravelle opère dans la pharmacie, la carrosserie industrielle et l’hôtellerie. Ce groupe s’est construit historiquement autour de la reprise d’affaires en difficultés de groupes comme Aventis ou FranceTélécom, entreprises du CAC 40. Depuis 2007, Caravelle reprend des affaires en difficultés sous le nom d'Arcole Industries. Il réalise en 2012 318M€ de chiffre d’affaires et reprend en 2010 l'activité française messagerie de DHL, entreprise californienne rachetée par la Deutsche Post en 2001, devenue depuis Ducros Express. L'ensemble devait permettre au fonds de bâtir un leader de la messagerie en France avec un réseau de 85 agences.
- **Reprise de Mory Logidis**, pôle logistique du groupe (25M€ de chiffre d’affaires) par

ID Logistics. Cette acquisition devait permettre à l'entreprise fondée en 2001 (386M€ de chiffre d'affaires en 2010) de poursuivre son développement sur le territoire français.
- **Reprise des autres activités de transport** par le groupe Zamenhof pour 4M€.

Mory-Ducros est donc issu de la fusion de Mory et de Ducros Express fin 2012. Il est le deuxième acteur du transport de messagerie en France après Géodis, groupe SNCF.

Un dépeçage capitaliste en règle !

Cependant, deux ans seulement après ce redressement et malgré les prétentions de Mory-Ducros de prendre le leadership dans la messagerie en France, il est annoncé lors du Comité d'entreprise extraordinaire du 22 novembre 2013 que l'entreprise est en cessation de paiement et demande un deuxième redressement auprès du tribunal de commerce de Pontoise. Elle emploie 5 200 personnes et fait travailler 2 000 personnes en sous-traitance.

Lors du CE extraordinaire du 23 janvier 2014, Arcole Industries, actionnaire principal, est seul candidat à une reprise, prévoyant de maintenir 2 150 emplois sur 5 200 mais en prenant soin de faire pression auprès des salariés pour qu'il ne manifestent pas trop leur mécontentement.

L'administrateur judiciaire chargé de traiter le dossier du plan de licenciement de l'entreprise, ne cesse de proclamer que les travailleurs de Mory-Ducros doivent s'estimer heureux, que la dernière négociation arbitrée par le ministère des finances leur offre les meilleures conditions possibles. 2 150 emplois maintenus au lieu de 1 900 annoncés au départ et pour les 3 000 licenciés à peine 7 000 euros d'indemnités supplémentaires. Le 28 janvier au soir, on annonce la sauvegarde d'une cinquantaine d'emplois et de deux agences supplémentaires. Cela reste pourtant catastrophique pour les travailleurs : il s'agit de la plus grosse faillite en France depuis 2001, après celle de Moulinex et ses 4 700 licenciements.

Un chantage infâme envers les salariés

Cet administrateur prétend que toute grève amènera la faillite totale et des licenciements pires encore. Comme bien d'autres avant lui, il essaye de faire croire aux travailleurs que c'est pour leur bien qu'ils devraient se laisser faire et qu'ils devraient se laisser licencier et s'ajouter aux millions de sans emplois. Aujourd'hui encore, à la veille du CE appelé à valider le plan et alors que des grèves sont suivies dans une quinzaine d'agences, le repreneur ne maintient son « offre » qu'à condition que la « paix sociale » revienne dans l'entreprise.

Face à la crise du capitalisme qui n'en finit pas, les multinationales comme GoodYear (où a été signée récemment par la CGT et la direction un accord pour céder l'usine à

Titan et à son horrible patron Taylor en échange d'indemnités, avec 1143 suppressions d'emplois à la clé1) procèdent toutes de la même manière : restructurations, plans de licenciements, délocalisations et fermetures de sites. Leur seul but est de maintenir leur taux de profit dans le cadre d'une concurrence internationale de plus en plus féroce, et peu importe le coût humain dans cette fuite en avant pour le profit !

Mory-Ducros n'échappe pas à la règle : les multinationales cherchent à consolider leur monopole par des fusions-acquisitions qui ont pour conséquence immédiate la destruction des emplois. Les travailleurs sont la seule variable d'ajustement dans leur stratégie de réduction des coûts et nous le voyons d'autant mieux chez Mory-Ducros où deux plans sociaux successifs ont sévi en deux ans, sans que leur taux de profit ne soit rétabli et sans devenir le « leader de la messagerie en France avec un réseau de 85 agences ».

Et Montebourg, le soi-disant ministre du « redressement productif », ne fait que mettre le couteau sous la gorge des ouvriers en les pressant de cesser tout combat et d'accepter la reprise par Arcole.2

Nationalisation de Mory-Ducros sous contrôle ouvrier !

C'est inacceptable qu'on soit jeté au chômage et dans la précarité pour le seul profit de quelques parasites capitalistes ! Les syndicats de Mory-Ducros ont fait le choix, subissant le chantage patronal et gouvernemental, de négocier le plan de licenciements. Il n'est pourant pas acceptable de signer un tel plan qui brise la vie de milliers de personnes ! Nous soutenons tous les piquets qui se tiennent depuis hier. La seule solution réside dans la lutte auto-organisée pour le maintien de l'emploi, quitte à occuper les sites et à relancer la production ou l'activité des dépôts Mory-Ducros, sans verser un seul centime à ceux qui les menacent de mort sociale et qui n'ont de légitimité que ce qui est écrit sur leurs actes de propriété en papier. Cela permettrait de se battre pour la nationalisation de l'entreprise sous contrôle des travailleurs/ses. Puisque le gouvernement prétend vouloir aider à la sauvegarde de l'entreprise, qu'il décide sa reprise par l'État et la création d'un service public du transport routier ! Il en a d'autant plus le pouvoir qu'il s'agit d'une faillite, même pas d'une expropriation globale. Si les syndicats défendaient cette revendication, nul doute que les travailleurs/ses de Mory-Ducros répondraient massivement à l'appel, généraliseraient la grève actuelle et organiseraient des blocages dans tout le pays pour imposer cette solution au gouvernement. Et cela enclencherait une dynamique de lutte radicale contre les licenciements qui inspireraient immédiatement les milliers d'autres travailleurs/ses actuellement menacé-e-s par des plans similaires...

Pour une coordination nationale contre les

licenciements !

Plus généralement, en se défendant tous ensemble, les travailleurs auraient les moyens d'inverser le rapport de force et d'arrêter cette hémorragie d'emplois. Les directions syndicales préfèrent négocier les plans de licenciements avec les patrons et les reculs sociaux avec le gouvernement : il faut qu'elles cessent cette politique suicidaire, que les syndicats organisent la résistance à tous les niveaux et que, sans attendre, les travailleurs/ses s'organisent ! Il est urgent de réaliser la convergence des entreprises en lutte contre les licenciements, quelles que soient les divergences stratégiques et tactiques entre les équipes militantes. Il est possible de mettre en place maintenant des cadres de d'échange d'expériences, de discussion et d'action, de créer une coordination nationale qui pourrait faire campagne sur tous les fronts (luttes, médias, tracts, journaux, etc.), avec l'objectif d'une grande manifestation nationale contre les licenciements.

Soyons nombreux-ses le 31 janvier à 14h devant le tribunal de Pontoise à l'appel de la CGT Mory Ducros.3

Site Mory-Ducros de Saint-Étienne-du-Rouvray (76), 112 salariés, 112 licenciements prévus…

1 Cf. notre article sur Goodyear : http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=572

2
http://www.lepoint.fr/economie/video-mory-ducros-la-greve-s-etend-les-negociations-trainent-29-01-2014-1785795_28.php

3 http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=7231

Damien Lanchron, le 31 janvier 2014